

**Dixième session**

New York, 12-21 décembre 2011

Projet de budget-programme de la Cour pénale internationale pour 2012 : les locaux permanents**Résumé analytique*

Ce projet de budget des locaux permanents pour l'exercice financier 2012 a été rédigé par le Bureau du Directeur de projet. Il est présenté au Comité du budget et des finances pour examen par l'intermédiaire du Comité de contrôle, et vise à fournir à l'Assemblée une vue d'ensemble des dépenses qui vont être effectuées dans les années à venir.

Le projet de budget couvre les retombées budgétaires spécifiques des éléments 2gv en 2012. À sa dixième session, l'Assemblée sera priée d'approuver les dépenses liées aux coûts des éléments 2gv pour l'exercice 2012. Le budget nécessaire pour les coûts des éléments 2gv en 2012 s'élève à 1 000 547 euros et comprend 434 062 euros pour les frais de personnel, 535 379 euros pour les honoraires des consultants et 31 106 euros pour les autres coûts.

I. Introduction

1. Le Comité de contrôle a décidé de consulter le Comité du budget et des finances (ci-après « le Comité ») à sa seizième session en avril 2011 sur la manière de budgétiser les coûts de l'encadré 4, c'est-à-dire les coûts liés au projet et non pas directement à la construction. Un additif de cette réunion (CBF/16/10/Add.1) présente les différentes options conçues par le Comité de contrôle pour assister le Comité dans cette tâche.
2. Le Comité de contrôle recommande que, techniquement, les coûts des éléments 2gv soient débattus au sein du Comité par l'intermédiaire du Comité de contrôle, et soumis chaque année à l'Assemblée des États Parties pour approbation dans le cadre du budget ordinaire¹. À sa dixième session, l'Assemblée sera priée d'approuver les dépenses relatives aux coûts des éléments 2gv pour l'exercice 2012 (estimés à 1 000 547 euros).
3. À la huitième réunion du Comité, le 27 juillet 2011, il fut également décidé que le Comité de contrôle soumettrait pour décision au Comité un projet de budget formel pour la budgétisation des coûts des éléments 2gv en 2012 en fonction des options présentées, avant que la question ne soit soumise à l'Assemblée des États Parties (ci-après « l'Assemblée ») à sa dixième session².

* Soumis au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties le 18 août 2011.

¹ CBF/17/10, paragraphe 22.

² CBF/17/10, paragraphes 31 à 33.

II. Total des coûts de l'encadré 4

A. Montants à financer

4. L'encadré 4 est composé de deux catégories de coûts : les équipements intégrés pour l'utilisateur (appelés éléments « 3gv ») à hauteur de 22,1 millions d'euros, d'une part, et les biens d'équipement non intégrés pour l'utilisateur (appelés éléments « 2gv ») à hauteur de 20,1 millions d'euros, répartis comme suit :

| Millions d'euros | 3gv | 2gv | Total |
|---|-------------|-------------|-------------|
| Éléments intégrés/non intégrés | 16,0 | 10,5 | 26,5 |
| Honoraires | 2,0 | 1,6 | 3,6 |
| Hausse des coûts | 2,1 | 2,4 | 4,5 |
| Volant de crédits & réserve en cas d'imprévus | 2,0 | 1,7 | 3,7 |
| Paiements forfaitaires | - | 2,1 | 2,1 |
| Personnel supplémentaire | - | 1,0 | 1,0 |
| Personnel administratif | - | 0,8 | 0,8 |
| Total de l'encadré 4 | 22,1 | 20,1 | 42,2 |

5. Une répartition plus détaillée des éléments 2gv et 3gv est fournie aux annexes I, II et III de ce document.

6. Flux de trésorerie prévu pour les coûts de l'encadré 4³ :

| Millions d'euros | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Total |
|------------------|------|------|------|------|------|------|-------------|
| 3 gv | 1,5 | 0,5 | 8 | 8,1 | 4 | 0 | 22,1 |
| 2 gv | 0 | 1,5 | 0,8 | 0,7 | 17,1 | 0,3 | 20,1 |

B. Scénarios financiers

7. Sur la base du tableau ci-dessus, les scénarios financiers suivants ont pu être définis :

| Millions d'euros | Millions d'euros |
|---------------------------|---|
| Euros (190 + 22,1 + 20,1) | 190 (projet de construction) financés par le prêt de l'État hôte et les paiements forfaitaires |
| | 22,1 (budget des éléments 3gv) financé par la partie non utilisée du prêt de l'État hôte et/ou les paiements forfaitaires reçus et/ou par d'autres moyens (ex. le budget ordinaire) |
| | 20,1 (budget des éléments 2gv) financés par d'autres moyens (ex. le budget ordinaire) |

³ Cette estimation du flux de trésorerie a été élaborée uniquement aux fins de calculer le budget en tenant compte de la hausse des coûts. Il sera probablement nécessaire de procéder à un certain nombre de modifications à une phase ultérieure à partir de l'an 2013. Ces chiffres, qui correspondent à des estimations prudentes, sont des montants maximum et incluent le même type de dispositifs de protection que ceux intégrés dans le budget du projet (comme le volant de crédits, la réserve en cas d'imprévus et la hausse des coûts), et seront traités selon les critères stricts de gestion financière qui sont appliqués au budget général de 190 millions d'euros qui a été approuvé.

C. Stratégie de financement – 3gv

8. Les modèles de financement ci-dessous peuvent toujours être envisagés :
- a) Augmentation du prêt de l'État hôte à hauteur de 212,1 millions d'euros selon les mêmes conditions (afin de couvrir le budget total des éléments 3gv) ;
 - b) Augmentation du budget annuel de la Cour conformément au flux de trésorerie ci-dessus pour les éléments 3gv ; et
 - c) Recours à la partie inutilisée du prêt de l'État hôte en raison du versement de fonds provenant de paiements forfaitaires et/ou des paiements forfaitaires reçus afin de financer le budget des éléments 3gv (à concurrence de 200 million d'euros maximum). Les 12,1 million d'euros restants seraient financés soit par des fonds provenant d'autres paiements forfaitaires, soit en augmentant budget annuel de la Cour pour couvrir la différence.
9. À la septième réunion du Comité, qui s'est tenue le 8 juin 2011, l'État hôte a indiqué qu'il percevait une certaine logique à utiliser le prêt de l'État hôte pour financer les coûts des éléments 3gv, car ceux-ci sont liés aux éléments fixes du projet de construction, mais que la question devait être considérée dans le cadre élargi de l'encadré 4 et du loyer des locaux provisoires. Cependant, le Comité de contrôle note qu'à la quatrième session de l'Assemblée, le 2 décembre 2005, le représentant de l'État hôte a déclaré que le prêt couvrirait les coûts de la construction ainsi que les « coûts de l'aménagement intérieur »⁴.
10. En fonction du résultat des négociations avec l'État hôte sur la question des locaux provisoires, l'Assemblée serait priée d'autoriser le financement des éléments 3gv soit par le biais du prêt de l'État hôte, soit par le biais du budget ordinaire de la Cour.
11. Dans ce dernier cas, les dépenses prévues pour les éléments 3gv en 2012 (estimées actuellement à 500.000 euros) et la reconstitution possible du fonds en cas d'imprévu (1.5 million d'euros qui ont été utilisés pour financer les coûts des éléments 3gv en 2011) doivent être présentés au moment de l'adoption du budget 2012 de la Cour, en distinguant clairement entre ces charges et les coûts ordinaires de fonctionnement de la Cour. Pour des raisons liées à la passation des marchés, les budgets prévus pour les dépenses à engager chaque année dans le cadre du projet doivent être approuvés séparément au moment de l'adoption du budget de l'exercice correspondant.
12. Bien entendu, la stratégie de financement des éléments 3gv ne tient pas compte du montant final de ces coûts, qui seront évalués au moment de l'achèvement de l'examen en cours dont le Comité de contrôle a chargé le Directeur de projet.

D. Stratégie de financement – 2gv

13. On constate que le Comité de contrôle doit présenter les coûts des éléments 2gv au Comité dans une partie distincte du projet de budget-programme de 2012 (d'un montant de 1 000 547 euros). Le budget nécessaire pour couvrir les coûts des éléments 2gv au cours de l'exercice 2012 s'élève à 1 000 547 euros, dont 434 062 euros pour les frais de personnel, 535 379 euros pour les honoraires des consultants et 31 106 euros pour les autres coûts (comme le volant de crédits, la réserve en cas d'imprévu et la hausse des coûts).
14. Le Président du Comité de contrôle prie le Comité de choisir une des deux options suivantes pour le financement des coûts des éléments 2gv :

Option 1 :

Inscrire les coûts des éléments 2gv demandés pour 2012 (1 000 547 euros) sous une rubrique distincte du budget annuel de la Cour de 2012, à savoir le Grand programme VII-3.

⁴ ICC-ASP/4/32, annexe III.B, paragraphe 8.

Option 2 :

Créer un budget entièrement distinct pour les coûts des éléments 2gv qui ont été approuvés par l'Assemblée à sa dixième session, qui serait reconstitué chaque année. Avec cette option, le solde inutilisé des contributions pour les éléments 2gv pourrait être retenu pendant un ou deux exercices, par exemple, plutôt que remboursé aux États Parties, réduisant ainsi le montant des contributions annuelles nécessaires ; essentiellement, cette approche permettrait d'abaisser le niveau de l'ensemble du budget des éléments 2gv au fur et à mesure que les besoins exacts se précisent.

15. Le Comité de contrôle recommande de retenir l'option 2, et sur cette base recommande donc au Comité, par l'intermédiaire du Comité de contrôle, de prier l'Assemblée, à sa dixième session, d'approuver le montant des dépenses à hauteur de 1 000 547 euros pour couvrir les coûts des éléments 2gv en 2012.

E. Grand programme VII-2 – Paiement des intérêts du prêt de l'État hôte

16. En outre, le Comité est prié de noter que pour des raisons de trésorerie du projet des locaux permanents, le prêt de l'État hôte sera à nouveau utilisé vers la fin de l'exercice 2012, et donc que des intérêts seront à nouveau dus en 2012 ; ceux-ci doivent être inscrits séparément au budget ordinaire de la Cour à partir de 2012, jusqu'à ce que le dernier remboursement des intérêts et du capital du prêt ait été effectué.

Annexe I

| 3gv | <i>En euros</i> |
|---|-------------------|
| Coûts de la construction | |
| Finitions supplémentaires | 408 750 |
| Matériel de sécurité supplémentaire | 4 853 136 |
| Matériel TIC/AV supplémentaire | 6 163 500 |
| Matériel de restauration fixe | 847 150 |
| Mobilier fixe supplémentaire | 117 400 |
| Autres | 510 500 |
| Coûts de construction indirects | 3 078 892 |
| <i>Total partiel</i> | <i>15 979 328</i> |
| Honoraires | |
| Équipe des concepteurs | |
| Architecte | 464 065 |
| Architecte intérieur | 123 228 |
| Ingénieur en matière de sécurité | 167 978 |
| Ingénieur en matière de TIC/AV | 284 160 |
| Consultant en matière de restauration | 42 707 |
| Gestion de projet et gestion des coûts | 990 448 |
| <i>Total partiel</i> | <i>2 072 585</i> |
| Hausse des coûts | 2 077 214 |
| <i>Total partiel</i> | <i>2 077 214</i> |
| Volant de crédits et réserve en cas d'imprévus | 2 003 756 |
| <i>Total partiel</i> | <i>2 003 756</i> |
| Total 3gv | 22 132 884 |

Annexe II

| 2gv | En euros |
|---|---------------------------------------|
| Coûts de « construction » (principalement sous forme de livraisons) | |
| Machines à rayons X | 606 000 |
| Matériel TIC/AV supplémentaire | 3 308 500 |
| Matériel de restauration mobile | 576 400 |
| Mobilier mobile | 5 423 450 |
| Équipement de nettoyage/entretien fixe | 473 030 |
| Autres | 140 131 |
| | <i>Total partiel 10 527 511 euros</i> |
| Honoraires | |
| Consultant en matière de TIC/AV | 388 800 |
| Consultant en matière de sécurité | 522 800 |
| Autres consultants | 132 000 |
| Gestion supplémentaire du projet par le Bureau du projet pour les locaux permanents (2012-16) | 581 655 |
| | <i>Total partiel 1 625 255 euros</i> |
| Hausse des coûts | 2 372 961 |
| | <i>Total partiel 2 372 961 euros</i> |
| Volant de crédits et réserve en cas d'imprévus | 1 738 073 |
| | <i>Total partiel 1 738 073 euros</i> |
| Coûts non renouvelables | |
| Nettoyage | 306 422 |
| Déménagement | 1 135 800 |
| Sécurité pendant le transfert | 388 800 |
| Célébrations/communication | 260 000 |
| | <i>Total partiel 2 091 022 euros</i> |
| Personnel supplémentaire | |
| Participation de l'utilisateur (contrepartie) | 667 000 |
| Services d'élaboration et de mise en œuvre | 333 500 |
| | <i>Total partiel 1 000 500 euros</i> |
| Personnel administratif | |
| Achats | 785 200 |
| | <i>Total partiel 785 200</i> |
| | Total 2gv 20 140 523 |

Annexe III

Flux de trésorerie prévu pour les éléments 2gy de l'encadré 4

| Niveau des prix en 2009 | Totaux | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|-------------------|----------|-----------------------------|------|---------|-----------|-----------|-----------|--------|
| | (euros) | | | | | | | | |
| | 100% | Concours | Conception & appel d'offres | | | Exécution | | Entretien | |
| Postes de dépenses | 10 699 245 | | | | | | | | |
| Installations électroniques | | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 50% | 50% | 0% |
| - Sécurité | 712 506 | - | - | - | - | - | 356 253 | 356 253 | - |
| - Matériel TIC/AV | 3 159 402 | - | - | - | - | - | 1 579 701 | 1 579 701 | - |
| | | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 100% | 0% |
| Petit mobilier | 6 181 180 | - | - | - | - | - | - | 6 181 180 | - |
| | | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 50% | 50% | 0% |
| Volant de crédits | 646 157 | - | - | - | - | - | 323 078 | 323 078 | - |
| Coûts généraux afférents au projet | 1 996 790 | | | | | | | | |
| Section de l'information et de la documentation | | | | | | | | | |
| - Coûts des festivités organisées à l'occasion de l'inauguration | 57 296 | | | | | | | 57 296 | - |
| - Coûts des festivités organisées en cours de projet | 23 873 | | | | 14 324 | 4 775 | 4 775 | | |
| - Coûts afférents à la communication dans le cadre du projet (entre 2011 et la date d'inauguration en 2015) | 47 747 | | | | 9 549 | 9 549 | 9 549 | 19 099 | - |
| - Relations avec le voisinage | 23 873 | | | | 4 775 | 4 775 | 4 775 | 4 775 | 4 775 |
| - Réalisation d'un ouvrage consacré au bâtiment | 47 747 | | | | | | | 47 747 | |
| - Autres manifestations organisées à l'occasion de l'inauguration | 47 747 | | | | | | | 47 747 | |
| Unité de gestion des installations (FMU) | | | | | | | | | |
| - Coûts afférents au déménagement (organisation du déménagement) | 1 036 868 | | | | | | | 1 036 868 | |
| - Système anti-écoutes (dont microphones) | 47 747 | | | | | | | 47 747 | |
| - Nettoyage du bâtiment (période entre la remise des clés et le déménagement) | 292 613 | | | | | | | 292 613 | |
| Section de la sécurité | | | | | | | | | |
| - Sécurité du bâtiment (période entre la remise des clés et le déménagement) | 371 279 | | | | | | | 371 279 | |
| Consultants | 1 552 013 | | | | | | | | |
| Gestion du projet par le Bureau du projet pour les locaux permanents | | | | | | | | | |
| - Coordination de la conception et des spécifications (postes de dépenses de l'encadré 4 (période allant de 2012 à 2015)) | 454 912 | | | | 110 000 | 120 000 | 125 000 | 125 000 | 75 443 |
| Consultant TIC | | | | | | | | | |
| Consultant TIC (pendant la conception, il aide à définir et à vérifier les besoins et la conception) | 302 523 | | | | 150 000 | 50 000 | 50 000 | 52 523 | |

| Niveau des prix en 2009 | Totaux (euros) | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|--|-------------------|-----------------------------|------|------|-----------|---------|---------|-----------|--------|
| 100% | Concours | Conception & appel d'offres | | | Exécution | | | Entretien | |
| Postes de dépenses | 10 699 245 | | | | | | | | |
| - Assistant technique (corrections, marquage, administration des salles de matériel principales et des salles de satellites) | 68 755 | | | | | | | 58 000 | 10 755 |
| Consultant en sécurité (applications techniques, spécifications, appel d'offres pour les éléments de l'encadré 4) | | | | | | | | | |
| - Consultant sécurité (phase de conception : aide à définir et à surveiller les conditions requis et la conception) | 302 523 | | | | 150 000 | 70 000 | | 82 523 | |
| - Assistant technique (programmation des systèmes de sécurité) | 148 970 | | | | | | | 100 000 | 48 970 |
| - Plan repère | 47 747 | | | | | | 47 747 | | |
| Plusieurs consultants | | | | | | | | | |
| - consultant Arbo (vérification de la légalité de l'environnement du lieu de travail) | 14 324 | | | | 14 324 | | | | |
| - Responsable de la mobilité (mise en œuvre de la politique en matière de mobilité et de la coordination du déménagement) | 22 918 | | | | 22 918 | | | | |
| - Responsable de la logistique (scénarios liés au déménagement) | 45 837 | | | | 45 837 | | | | |
| - Responsable de la logistique (organisation du projet de déménagement) | 42 972 | | | | | | | 42 972 | |
| Personnel CPI | 1 705 227 | | | | | | | | |
| CPI – appui au projet pour les utilisateurs | | | | | | | | | |
| - Équivalent d'un poste de la classe P-3 pour d'autres fonctions d'appui (passation des marchés, questions légalles, traductions, budget et finances, audit, section des services généraux) | 410 622 | | | | 102 656 | 102 656 | 102 656 | 102 656 | |
| - Équivalent d'un poste des services généraux (autre classe) pour d'autres fonctions d'appui (passation des marchés, questions légalles, traductions, budget et finances, audit, section des services généraux) | 339 193 | | | | 84 798 | 84 798 | 84 798 | 84 798 | |
| Unité de gestion des installations (FMU), Section des services généraux (SSG) et technologies de l'information en appui du projet (ICTS) | | | | | | | | | |
| - Équivalent d'un fonctionnaire chargé de projet rattaché au FMU (P2) | 318 471 | | | | 70 771 | 70 771 | 70 771 | 70 771 | 35 386 |
| - Équivalent d'un fonctionnaire chargé de projet rattaché au SSG (P2) | 318 471 | | | | 70 771 | 70 771 | 70 771 | 70 771 | 35 386 |
| - Équivalent d'un fonctionnaire chargé de projet rattaché à l'ICTS (P2) | 318 471 | | | | 70 771 | 70 771 | 70 771 | 70 771 | 35 386 |
| Imprévus et hausse des coûts | 4 275 571 | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 50% | 50% | 0% |

| Niveau des prix en 2009 | Totaux (euros) | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---------------------------|-------------------|----------|-----------------------------|------|-----------|-----------|-----------|------------|-------------------|
| | 100% | Concours | Conception & appel d'offres | | | Exécution | | | Entretien |
| Postes de dépenses | 10 699 245 | | | | | | | | |
| Réserve en cas d'imprévus | 1 013 590 | - | - | - | - | - | 506 795 | 506 795 | - |
| | | 0.0% | 2.5% | 4.7% | 8.6% | 12.6% | 16.7% | 21.0% | 25.5% |
| Hausse des coûts | 3 261 981 | - | - | - | 79 052 | 82 883 | 569 992 | 2 467 327 | 62 727 |
| Total | 20 228 847 | - | - | - | 1 000 547 | 741 749 | 3 977 433 | 14 200 291 | 308 827 |
| | | - | - | - | 1 000 547 | 1 742 296 | 5 719 729 | 19 920 020 | 20 228 847 |
| Contrôle | 20 228 847 | | | | | | | | |

2012*Récapitulatif du flux de trésorerie
prévu pour les éléments 2GV*

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---------------------------------------|------|------|------|------------------|
| Personnel CPI (avec hausse des coûts) | | | - | 434 062 |
| Consultants (avec hausse des coûts) | | | - | 535 379 |
| Autres coûts (avec hausse des coûts) | | | - | 31 106 |
| Total | | | - | 1 000 547 |

Annexe IV

Frais de personnel et coûts des services de conseil supplémentaires requis pour les éléments 2gv

1. La demande de budget relative aux éléments 2gv représente les cinq postes équivalents détaillés qui suivent :

| <i>Éléments</i> | <i>Budget demandé pour 2012 (en euros)</i> | <i>Coût total (en euros)</i> |
|---|--|----------------------------------|
| CPI - organisation de soutien au projet de l'utilisateur | | |
| Équivalent d'un poste P3 pour les autres fonctions d'appui (par ex. achats, affaires juridiques, traductions, budget et finances, audits, ESG) | 102 656 | 410 622 |
| Équivalent d'un poste GS-OL pour les autres fonctions d'appui (par ex. achats, affaires juridiques, traductions, budget et finances, audits, ESG) | 84 798 | 339 193 |
| Unité de gestion des installations, Section de la sécurité et Section des technologies de l'information et des communications en appui au projet | | |
| Équivalent d'un Agent du Directeur de projet de l'Unité de gestion des installations (P-2) | 70 771 | 318 471 |
| Équivalent d'un Agent du Directeur de projet de la Section de la sécurité (P-2) | 70 771 | 318 471 |
| Équivalent d'un Agent du Directeur de projet de la Section des technologies de l'information et des communications (P-2) | 70 771 | 318 471 |
| Total du personnel de la CPI | 399 768 | 1 705 227 |

2. Les deux premiers éléments, qui prennent effet en 2012, concernent la contribution cruciale des fonctions d'appui requises pour le processus relatif à l'engagement d'un entrepreneur de construction générale. Cet engagement représentera le contrat le plus important et le plus complexe jamais conclu par la Cour et il est crucial que cette procédure soit correctement réalisée. Un soutien continu sera requis pour l'exécution de ce contrat lors de la durée du projet.

3. L'intention de cet élément budgétaire est à la fois de formaliser un Accord de niveau de service (voir l'appendice) avec les Sections clés de la Cour engagées dans le processus, lequel soulignera ce qui est attendu de leur part quant à leur contribution au projet, et de payer financièrement ce service par le projet, en laissant aux Sections toute liberté pour pourvoir les postes vacants ou établir des postes d'appui temporaires afin de couvrir l'absence afférente du personnel.

4. Il a été considéré que cette solution offrait une clarté optimale puisqu'elle occupe nettement le volume maximal de la durée de travail du personnel, en termes de coûts, tout en offrant l'avantage de permettre au projet d'avoir, dans la réalité, beaucoup plus de contributions en provenance de l'utilisateur final que celles qu'il paie concrètement. Cette solution évite également au Bureau du Directeur de projet de s'engager dans la justification de postes de nouveaux fonctionnaires pour certaines des Sections de la Cour (ce qui est clairement hors de son mandat et pourrait prêter à confusion). Une autre option possible aurait consisté à créer un fonds permettant aux heures de travail du personnel d'être imputées directement (comptabilité par activités) mais elle aurait fortement réduit le contrôle général des coûts.

5. Il est envisagé que durant le projet, cette structure d'équipes permettra de générer des gains d'efficacité dans les multiples budgets afférents au Projet pour les locaux permanents, ce qui permettra à la gestion du projet de rester dans certaines limites, ou même en-deçà, du budget. Il est par exemple tout à fait possible de réduire le nombre des consultants actuellement prévu et, puisque la demande budgétaire pour les éléments 2gv sera réalisée sur une base annuelle, elle sera régulièrement examinée afin de vérifier que les contributions ne dépassent pas les prévisions ou peuvent même être réduites. C'est l'une

des raisons majeures pour lesquelles la demande sur la limitation du budget des éléments 2gv a été formulée. Elle permet en effet de réduire les coûts généraux au cours de la période du projet.

6. Si cette option n'est pas acceptable, l'option alternative consisterait à accroître les budgets individuels de chacune des Sections surlignées des montants correspondant aux chiffres figurant dans la demande de budget afférente aux éléments 2gv (avec l'appui d'un Accord de niveau de service entre ladite Section et le Bureau du Directeur de projet). Sinon, le personnel pourrait être détaché auprès du Bureau du Directeur de projet et le budget serait, dans ce cas, alloué au Grand Programme VII-1.

7. La création des nouveaux postes est présentée sans préjudice du rôle du CBF relatif à la cohérence de l'approche suivie dans les politiques de recrutement.
